



49 protocoles sanitaires, aucun moyen pour les écoles ! Une seule réponse, la grève

Face au chaos généralisé du fait des décisions gouvernementales, pour le SNUDI-FO 77, il y a urgence à préparer la grève.

49 protocoles sanitaires mais toujours aucune livraison de masques chirurgicaux de type 2R ou FFP2, de gels hydroalcooliques, de lingettes virucides, aucun purificateur d'air ni de capteur de CO2, aucun recrutement anticipé de remplaçants, de médecins scolaires, de médecins de prévention... À cela s'ajoute un protocole sanitaire « hors sol » et des « consignes » souvent contradictoires, découverts dans la presse la veille pour le lendemain et aboutissant à une mise en danger des personnels, des élèves et de leurs familles, et à l'impossibilité d'enseigner !

Comme le SNUDI-FO 77 le revendique depuis le mois de mars 2020, Il aurait fallu que le ministère procède à un recrutement massif de professeurs pour alléger les effectifs dans les classes et assurer les conditions permettant de respecter la santé de chacun ! Il aurait fallu réquisitionner ou construire tous les locaux nécessaires pour créer les classes indispensables ! Il aurait fallu recruter en masse les agents d'entretien pour assurer les missions de nettoyage et de désinfection. Il aurait fallu fournir massivement les masques FFP2 gratuits, les tests systématiques, les purificateurs d'air, le gel les lingettes virucides, etc.

Qu'on ne prétende pas qu'il n'y avait pas d'argent ! Mis bout à bout, les fonds débloqués par le gouvernement pour les banquiers et les patrons depuis mars 2020 atteignent au total la somme de 600 milliards d'euros ! Plus de deux fois le budget de l'Etat, plus de 10 fois le budget de l'Education Nationale ! De quoi doubler le nombre de tous les fonctionnaires, qu'ils soient dans les écoles ou les hôpitaux !

A l'heure de cette rentrée, dresser un état des lieux précis des conditions de travail inacceptables qui prévalent dans les écoles, conduit à constater que :

- la disparition des mesures d'isolement spécifiques pour les cas contact à domicile entraîne, de fait, la présence de cas positifs dans les écoles
- sur l'ensemble du département, dès lundi 3 janvier, on assiste à des dizaines voire des centaines d'absences non remplacées avec comme conséquences des centaines voire des milliers d'**élèves sont renvoyés chez eux** au mépris du droit à l'instruction
- **les effectifs de classe évoluent chaque jour** en fonction des tests et autotests, avec pour conséquence **l'impossibilité pour les enseignants d'assurer leur mission d'enseignement**. Enseignants qui sont « invités » à mettre en œuvre la « continuité pédagogique », à cumuler présentiel et distanciel au mépris des textes réglementaires
- des directions et des équipes enseignantes sont amenées à contrôler des résultats de tests, des attestations sur l'honneur et forcées à tenir des tableaux quotidiens sur les élèves « habilités » ou non à entrer dans l'école pour reprendre la classe
- des directions sont contraintes d'inventer des documents que l'Éducation nationale aurait dû leur fournir : attestations employeur, explications du protocole aux familles ...
- des équipes sont confrontées à la colère légitime des parents dont les enfants ne peuvent être accueillis, devant récupérer leur enfant pour un énième test, ou réclamant des autotests que les pharmacies ne leur délivrent pas, faute d'informations, de consignes du gouvernement ou de stocks !

- des rendez-vous de carrière sont reportés la veille pour le lendemain, certains pour la deuxième ou troisième fois
- des dispositifs ULIS ou UPE2A sont à l'arrêt, les élèves étant maintenus dans une classe banale au mépris de leur droit à bénéficier d'une scolarisation adaptée.

Dans un contexte épidémique que le ministre de la santé qualifie lui-même de véritable « raz de marée », avec près de 300 000 contaminations par jour, le choix délibéré du gouvernement de faire reprendre les cours dès le 3 janvier, en augmentant sans limite définie le nombre de cas positifs pour déclencher la fermeture d'une classe, en conditionnant l'isolement à la bonne foi des parents, en ignorant les cas contacts intra-familiaux, ... est une décision extrêmement dangereuse et méprisante à l'égard des personnels des écoles qui font face à un risque accru de contamination à la covid-19.

Voilà où conduisent deux années durant lesquelles plutôt que d'anticiper les vagues successives, le ministre Blanquer s'est acharné à démanteler l'école et le statut de ses personnels.

Ainsi, le message est clair : en refusant les moyens nécessaires, en exposant les personnels et les élèves à la COVID, en utilisant la crise sanitaire pour aller toujours plus loin dans la déréglementation, la priorité du gouvernement n'est ni de combattre l'épidémie, ni de permettre que l'École assure sa mission d'enseignement !

Assurer le maintien de l'enseignement aux élèves impose au ministre Blanquer de prendre les dispositions pour recruter immédiatement, sous statut, des centaines de nouveaux enseignants afin d'assurer, remplacements, allègement des effectifs et sécurité de tous.

Pour faire plier le ministre qui s'obstine dans son refus de répondre aux revendications, une seule solution :

**La grève dans l'unité !
La grève dans l'unité pour :**

- Un plan d'urgence pour notre département, notamment le recrutement immédiat de plusieurs centaines d'enseignants afin d'assurer tous les remplacements, d'AESH (et la satisfaction de leur revendication d'un statut de fonctionnaire), d'infirmières, de médecins scolaires, d'assistantes sociales...
- des capteurs de CO2 dans nos classes, maintenant !
- des purificateurs d'air dans les cantines maintenant !
- des masques FFP2 maintenant pour tous les enseignants et AESH (au moins 2 par jour) !
- du gel hydroalcoolique et des lingettes virucides pour tous les personnels !
- des mesures dès le 1er cas, à l'inverse de la désorganisation actuelle permanente des classes et des écoles,
- des tests hebdomadaires pour toutes et tous sur les écoles, tests organisés par des personnels de santé et ne reposant pas sur les équipes enseignantes afin que soit brisée la chaîne de contamination.

Le SNUDI-FO 77 appelle tous les collègues à se réunir, à établir leurs revendications précises et à participer à la grève du 13 janvier !